

Organisation de coopération et de développement économiques

RÉUNION MINISTÉRIELLE 1964

M. MITCHELL SHARP, ministre du Commerce, a dirigé la délégation du Canada à la réunion annuelle du Conseil ministériel de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui s'est tenue à Paris les 2 et 3 décembre.¹ La réunion, à laquelle assistaient des ministres de chacun des 21 pays membres, s'est attachée tout d'abord à apprécier le progrès de ces pays vers l'objectif de croissance de 50 p. 100 fixé pour la décennie des années 1960 et à examiner le rôle que l'OCDE, à titre d'important organisme de consultation entre pays industrialisés, peut jouer dans la tentative internationale qui s'amorce pour mitiger les problèmes de commerce et d'aide des pays sous-développés qui forment les deux tiers du monde.

Dans ses exposés au Conseil, M. Sharp a signalé que le Canada en est pour le moins à sa quatrième année d'expansion économique et que son revenu, ses investissements, sa production et son commerce extérieur ont continué d'avancer plus vivement en 1964.

Problème des surtaxes britanniques

Au cours d'un examen complet et très franc de la situation économique de la Grande-Bretagne, M. Sharp a fait observer que le Gouvernement canadien avait expliqué publiquement qu'il comprenait les difficultés économiques actuelles de ce pays et qu'il importait, tant au sein de la Grande-Bretagne qu'à l'extérieur, de considérer les surtaxes comme provisoires. Il a ajouté qu'il faudra les abaisser et les supprimer le plus tôt possible. En guise de conclusion, il a précisé que ce qu'il faut maintenant sur le marché des changes, c'est une période de calme où les Britanniques pourront prendre des mesures fondamentales pour régler leurs très difficiles problèmes.

Communiqué

1. Le Conseil de l'OCDE, réuni à Paris, au niveau des ministres, les 2 et 3 décembre 1964, sous la présidence de M. Joseph Luns, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, a examiné la situation économique des pays membres de l'Organisation ainsi que leurs relations économiques avec le reste du monde. Le Japon a participé pour la première fois à cette réunion en qualité de membre de

Le communiqué publié à l'issue de la réunion est reproduit ci-après.